

Enseignement supérieur : la Belgique en panne ?

par

Jean-Paul LAMBERT

Membre de l'Académie royale de Belgique

Recteur honoraire de l'Université Saint-Louis – Bruxelles

L'élévation du niveau de formation de la population est une tendance séculaire, ayant débuté avec la généralisation de l'enseignement primaire dès le début du 20^{ième} siècle, suivie de la généralisation de l'enseignement secondaire durant la période 1945-1960 puis, avec l'arrivée progressive des générations du « baby boom » de l'après-guerre, à un accès croissant des nouvelles classes d'âge à l'enseignement supérieur (d'où l'expression de « massification de l'enseignement supérieur »). Cette « massification de l'enseignement supérieur » a d'abord débuté en Amérique du Nord, puis dans les pays développés de la zone « Asie-Pacifique » avant de toucher l'Europe de l'Ouest. La Corée (du Sud) a ensuite rapidement résorbé son retard, jusqu'à dépasser à présent l'Union européenne en termes de proportion de sa population diplômée de l'enseignement supérieur. Ce n'est qu'après la chute du bloc communiste que les pays d'Europe centrale et orientale et les pays européens issus de l'ex-URSS ont déployé des efforts considérables pour développer leur enseignement supérieur et y attirer des proportions de plus en plus importantes des classes d'âge concernées. Au rythme actuel, ces pays ont déjà, pour la plupart, rejoint, sinon dépassé, la majorité des pays de l'UE.

Considérant ces développements, le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 adoptait le fameux « agenda de Lisbonne » se fixant comme objectif de faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010 ». L'évaluation décevante des résultats décida le même Conseil européen à adopter, en 2010, la stratégie « Europe 2020 » poursuivant les mêmes objectifs parmi lesquels, en priorité, l'élévation du niveau de formation des nouvelles générations.

Concernant cet objectif, la posture la plus courante est, en Belgique, celle de l'auto-satisfaction. « La Belgique figure parmi les meilleurs élèves de l'UE pour ce qui concerne la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur » entend-on répéter à l'envi par la plupart des responsables académiques ou politiques ainsi que par les médias.

A l'examen, cette auto-satisfaction, qui procède d'un confort de la pensée, n'est plus de mise. Elle repose, en effet, sur la prise en considération de statistiques déjà datées et qui fournissent, dès lors, une image trompeuse des évolutions plus récentes, porteuses de déconvenues à venir. On se réfère généralement à la proportion de la classe d'âge 25-34 ans titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Bien que, du point de vue de cette statistique, la Belgique apparaisse à la traîne par rapport aux pays de la grande zone concurrente « Amérique du Nord et Asie-Pacifique », ainsi que par rapport à plusieurs pays européens (pays scandinaves, Royaume-Uni, Irlande), elle se situe néanmoins au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE et de l'UE. Mais cette statistique ne reflète en réalité que l'intensité de l'accès à l'enseignement supérieur entre les années 1995 (pour les 34 ans) et 2004 (pour les 25 ans) et elle ne nous apprend rien sur le maintien, la hausse ou la baisse, de cette intensité tout au long de la décennie 2000-2010 visée par l'agenda de Lisbonne.

Il nous faut donc creuser plus profond et recourir à d'autres indicateurs plus pertinents¹. On relève que la Belgique est l'un des pays de l'OCDE pour lequel le taux net d'accès à

¹ Voir LAMBERT J.-P., « Accès à l'Enseignement supérieur : un enjeu politique et économique majeur », *La Revue Nouvelle*, 68^e année, numéro 12, décembre 2013, pp. 77-97 et « Stratégie de Lisbonne et niveau de formation. La Belgique en panne ? », à paraître.

l'université (ou plutôt à l'université et au supérieur hors université de type long) est actuellement le plus faible (nous nous situons entre la Turquie et le Mexique...). Heureusement, nous disposons aussi d'un enseignement supérieur de type court, plus développé en Belgique que dans la plupart des pays de l'OCDE. Mais, même en additionnant les taux d'accès à l'université et à l'enseignement supérieur de type court, nous restons à la traîne, avec un score inférieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE et de l'UE.

Plus grave encore : alors que presque tous les pays de l'OCDE et de l'UE ont vu s'accroître leur taux d'accès à l'enseignement supérieur entre 2000 et 2011, la Belgique fait figure d'exception : chez nous, les taux d'accès à l'enseignement supérieur (tant pour l'université que pour le supérieur de type court) n'ont plus progressé depuis le début du siècle.

Clairement, chez nous, l'« ascenseur social » est en panne depuis plus de 10 ans ! Ce constat est d'autant plus inquiétant que les études et publications internationales épinglent déjà notre enseignement supérieur comme l'un des moins « démocratiques » (en termes de participation d'étudiants dont les parents ne possèdent qu'un diplôme « modeste ») de l'ensemble de l'OCDE et de l'UE.

En creusant davantage, on met au jour les éléments complémentaires suivants :

- ce n'est pas l'« ascenseur social » belge qui est en panne, mais l'« ascenseur social » de la seule Fédération Wallonie-Bruxelles. La Flandre (qui dépasse déjà nettement la FWB en matière de proportion de sa population diplômée de l'enseignement supérieur) a connu une poursuite de la progression de son taux d'accès à l'enseignement supérieur tout au long de la première décennie du siècle, dans le même temps où la FWB enregistrait même une régression de celui-ci ;

- ces évolutions divergentes ne font que refléter les évolutions divergentes des deux Communautés en matière de « performance » de leur enseignement obligatoire : tandis que la Flandre (déjà largement en tête) augmentait encore, tout au long de la décennie, la proportion des nouvelles classes d'âge terminant avec succès l'enseignement secondaire supérieur, on assistait, sur la même période, à une régression de ce taux en FWB ;

- on enregistre, depuis la deuxième partie des années 90, une nette intensification de la pratique du redoublement dans l'enseignement secondaire de la FWB (dont on sait qu'elle est déjà la « championne du monde » en cette matière). Ce recours exacerbé au redoublement, accroissant irrésistiblement les proportions d'élèves « en retard », génère mécaniquement une exacerbation de la pratique de la relégation vers les filières du secondaire technique et professionnel. La proportion d'élèves terminant le secondaire général (filière conduisant le plus naturellement à l'enseignement supérieur) s'est ainsi nettement réduite depuis le milieu des années 90.

C'est donc l'« ascenseur social » de la FWB qui est en panne, et non celui de la Belgique. Notre enseignement supérieur est soumis à rude défi pour répondre à l'agenda de Lisbonne et à la stratégie « Europe 2020 » dès lors que, dans le même temps, il est confronté à une insidieuse déperdition des nouvelles classes d'âge susceptibles d'accéder à ce niveau.

Et pourtant, l'enjeu est d'importance. Certes, les dirigeants européens de Lisbonne avaient principalement en tête les avantages concurrentiels, sur le plan économique, de disposer d'une main d'œuvre hautement qualifiée. Mais ils sont aussi conscients que l'accession d'une partie de plus en plus importante des nouvelles classes d'âge à l'enseignement supérieur constitue, tant pour nos sociétés que pour les jeunes concernés, la voie privilégiée d'un développement social et culturel, comme l'avaient été, en leur temps, la généralisation de l'enseignement primaire, puis de l'enseignement secondaire. Et l'on sait aussi² que l'élévation continue de la qualification, au niveau de l'enseignement supérieur, des nouvelles générations est le meilleur garant de la « soutenabilité » de nos finances publiques et donc, de la préservation, à moyen et long terme, de notre modèle social.

² Voir le premier article mentionné dans la note 1.